

Une nouvelle méthode est nécessaire pour repenser la mission des facultés.

Debout l'université

Par
**PIERRE
BECKOUCHE,
HUBERT
DE LA
BRUSLERIE,
YVONNE
FLOUR et
FRANÇOIS
GAUDU,**
professeurs
et directeurs
d'UFR
à Paris-I
Panthéon-
Sorbonne.
Contact:
gaudu@univ-
paris1.fr

Les étudiants ont raison de s'inquiéter de certains aspects de la réforme «LMD» (licence, master, doctorat) et du projet de loi Ferry. En revanche, certaines revendications avancées sont sans fondement ou démagogiques. Une fois de plus, la contestation révèle une crise de la représentation universitaire.

Les étudiants ont raison de s'inquiéter de l'absence de cadrage national des diplômes. La réforme «LMD» est censée favoriser la mobilité étudiante. Mais le passage d'une université à l'autre risque de devenir plus difficile si, chaque université faisant sa cuisine locale, les diplômes perdent leur équivalence.

On doit s'inquiéter de la disparition de la notion de diplôme universitaire. Les arrêtés signés par Jack Lang la veille du jour où il devait cesser ses fonctions autorisent la délivrance de masters ailleurs qu'à l'université. Perdant le monopole de fait de la collation des grades et des diplômes, l'université se trouve en porte-à-faux : un système non sélectif et peu financé se trouve mis en concurrence avec des écoles, publiques ou privées, sélectives et lourdement financées. L'université ne peut se satisfaire de servir de roue de secours avec pour mission de recueillir ceux qui auront été refusés partout ailleurs. Elle doit redevenir le centre de gravité de l'enseignement supérieur français.

Les étudiants ont enfin raison de souli-

gner la paupérisation de l'université : l'étudiant est moins financé que l'élève du secondaire ou du primaire ; l'université française est moins financée que l'université américaine ou allemande. Les étudiants travaillent souvent dans des conditions indignes d'un pays développé, et les bibliothèques, qui échappent d'ailleurs à toute évaluation extérieure, se trouvent dans un état de misère choquant. D'où, malgré la gratuité, la fuite des meilleurs étudiants étrangers, mieux accueillis ailleurs...

Mais certaines revendications sont sans fondement ou démagogiques : nul ne veut supprimer la session de rattrapage des examens. Toutefois, de nombreuses universités ont d'ores et déjà organisé un rattrapage partiel avant les vacances d'été (celui des matières du «premier semestre»), afin de rendre le calendrier universitaire un peu moins absurde. D'où la prétendue «suppression de la session de septembre».

Les opinions des étudiants sur l'Europe sont diverses. Quelles que soient ces opinions, l'immense majorité est favorable au développement des échanges universitaires internationaux et à l'internationalisation des diplômes. Plutôt que la globalisation, n'est-ce pas la renaissance de la grande université du Moyen Âge ?

On conteste, dans certaines assemblées générales (dans notre université, il est vrai qu'on fait une belle assemblée générale avec 5% des étudiants), la collaboration avec les professionnels – c'est le thème de «l'université vendue au capital». Mais nos diplômes professionnalisés, DESS notamment, sont plébiscités par les étudiants. Ce qui est en réalité scandaleux, c'est que l'on fasse croire à des bacheliers de niveau faible, souvent refusés par les IUT et les BTS, qu'ils vont réussir en droit, en géographie ou en économie. Il n'y a pas de déshonneur pour l'université à se préoccuper de préparer les étudiants à un métier, ni d'ailleurs à tenir compte des données régionales. Elle doit certes garder le contrôle des contenus – mais il n'arrive guère que nous entrions en conflit à ce sujet avec nos partenaires, car ceux-ci, qu'il s'agisse des professions libérales ou des entreprises, savent très bien que la conception d'un programme cohérent d'études est notre métier, pas le leur.

Le conflit qui s'esquisse révèle une crise de la représentation universitaire. Les opinions des étudiants sont comme celles

des Français, diverses. Or ils ont le choix entre une nuée de syndicats dominés par l'extrême gauche, un syndicat proche du Parti socialiste (qui, pour tout simplifier, vient de se diviser entre les partisans de la majorité et ceux de

Nouveau Monde) et un syndicat très marqué à droite. Résultat : 5% à 8% de participation aux élections universitaires...

Les choses ne vont pas mieux du côté des enseignants. La majorité des universitaires n'est plus syndiquée, et ce que disent les syndicats enseignants du supérieur est, souvent, officieusement désavoué par ceux qui adhèrent encore. D'ailleurs, le double langage est souvent de mise : on forme ses successeurs rue d'Ulm et l'on tient aux élus étudiants le langage qu'ils veulent entendre. Aux Normaliens : «*Vous êtes les meilleurs !*» ; à l'université : «*A bas la sélection !*»

La Conférence des présidents d'université (CPU) n'a pas su représenter les universitaires dans la préparation des réformes actuelles. On peut en effet lui reprocher de ne pas avoir vu que les arrêtés Lang dépouillaient virtuellement l'université. A la longue, le grand écart entre la majorité syndicale qui permet de se faire élire et les positions gestionnaires finit par décrédibiliser.

Pour couronner le tout, l'université n'a plus vraiment de ministre – le ministre actuel étant accaparé par la gestion de ses relations avec l'enseignement secondaire et primaire. Signe des temps : le grand débat sur l'école laisse de côté l'enseignement supérieur (il est vrai que si les enseignants du supérieur avaient été plus représentés dans la commission Thélot, ils n'auraient pas manqué de dire tout le mal qu'ils pensent des sciences de l'éducation et des IUFM, prenant ainsi à contre-pied les apparatchiks qui gèrent le système depuis vingt ans).

Le conflit actuel n'est pas un conflit droite-gauche – les textes ou les projets contestés viennent d'un gouvernement de gauche. C'est une crise née de l'atonie des universitaires eux-mêmes et de leur absence de toute réflexion collective sur la mission de l'université. L'université a tout à perdre si elle donne une nouvelle fois le spectacle du désordre des études, et, bientôt, des locaux universitaires occupés par

l'ultragauche avant d'être évacués par la police. Ce que nous craignons par ailleurs vraiment des gouvernements, c'est qu'ils se désintéressent de l'université considérée comme un «bourg pourri», et qu'ils tentent de développer à l'extérieur un enseignement supérieur performant.

Pour reprendre la main, il faut changer de méthode. Qu'une table ronde d'universitaires et d'étudiants élus dans les amphithéâtres, comprenant une représentation de ceux qui réussissent leurs études (DEA, DESS), soit réunie par le gouvernement pour traiter les questions difficiles en débat. Que les enseignants prennent la responsabilité de structurer ce débat, en disant ce qu'ils pensent à leurs vrais étudiants. Une nouvelle génération d'universitaires, qui n'est plus fossilisée par les clivages des années 1970, doit prendre ses responsabilités face aux étudiants et face aux Français. ◀